

**Arrêté du 6 janvier 2026 portant nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal de proximité de Châtelleraut
NOR : JUSB2600556A**

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2022 portant modification de l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales et l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 8 août 2025 ;

Vu la décision de la directrice de greffe du tribunal de Potiers, en date du 31 décembre 2025, portant délégation au tribunal de proximité de Châtelleraut de Madame Estelle ARSABAN (RIBANNEAU) ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Madame Estelle ARSABAN (RIBANNEAU), greffière principale au tribunal judiciaire de Poitiers, déléguée au tribunal de proximité de Châtellerault, est nommée régisseuse intérimaire auprès du tribunal de proximité de Châtellerault, pour une nouvelle période de 2 mois à compter du 1^{er} janvier 2026 au 28 février 2026 inclus.

Article 2

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Poitiers, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 6 janvier 2026

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,
Par délégation,
P/La sous-directrice des ressources humaines des
greffes



Sylvie BERBACH

Le régisseur	signature
--------------	-----------